

Art. 3. L'article 19, § 1^{er}, de la même loi est remplacé par le texte suivant :

« Art. 19. § 1^{er}. Afin d'obtenir une image correcte de la mise à la consommation, l'Administration centrale des Douanes et Accises du Service public fédéral Finances transmet, sur base des données dont elle dispose, au plus tard le dernier jour ouvrable du mois suivant un trimestre, à la Direction générale et à APETRA, la mise à la consommation par chaque personne physique ou morale au cours de ce trimestre ou des 12 semaines écoulées.

L'Administration centrale des Douanes et Accises donne APETRA accès à la liste des entreprises ayant un numéro d'accises pour le pétrole et les produits pétroliers. »

Art. 4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

Le Ministre de l'Economie et de l'Energie,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat

La Ministre de la Justice
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session ordinaire 2006-2007.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 51-1968/1. — Amendements n° 51-1968/2. — Rapport fait au nom de la Commission n° 51-1968/4. — Texte adopté par la Commission, n° 51-1968/4. — Amendement présenté après le dépôt du rapport, n° 51-1968/5. — Rapport complémentaire fait au nom de la Commission, n° 51-1968/6. — Article modifié par la Commission, n° 51-1968/7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-1968/8.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 12 avril 2007.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 3-1461/1. — Projet non évoqué par le Sénat.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 3172 (2007 — 1708) [C — 2007/11366]

26 AVRIL 2007. — Arrêté royal organisant la surveillance et le contrôle de qualité et portant règlement de discipline des réviseurs d'entreprises. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 26 avril 2007, quatrième édition, acte n° 2007/11186, page 22952, l'arrêté royal est précédé par le « RAPPORT AU ROI » et l'« AVIS 42.829/1 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT » ci-après.

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, a pour objet d'adapter les dispositions relatives à l'organisation de la surveillance et le contrôle de qualité ainsi qu'au règlement de discipline des réviseurs d'entreprises dans le cadre de la transposition des dispositions de la Directive européenne 2006/43/CE, approuvée le 17 mai 2006 par le Parlement européen et le Conseil, concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés, publiée au Journal officiel de l'Union européenne du

Art. 3. Artikel 19, § 1, van diezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. § 1. Teneinde een correct beeld te krijgen van de uitslag tot verbruik, meldt de Centrale Administratie der Douane en Accijnzen van de Federale Overheidsdienst Financiën op basis van de gegevens waarover zij beschikt, uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die volgt op een kwartaal, aan de Algemene Directie en aan APETRA de uitslag tot verbruik van iedere natuurlijke of rechtspersoon in de loop van dat kwartaal of van de afgelopen 12 weken.

De Centrale administratie der Douane en Accijnzen geeft APETRA toegang tot de lijst van de ondernemingen die een accijnsnummer voor aardolie en aardolieproducten hebben. »

Art. 4. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

De Minister van Economie en Energie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Gewone zitting 2006-2007.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 51-1968/1. — Amendementen, nr. 51-1968/2. — Verslag namens de Commissie, nr. 51-1968/3. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 51-1968/4. — Amendement voorgesteld na indiening van het verslag, nr. 51-1968/5. — Aanvullende verslag namens de Commissie, nr. 51-1968/6. — Artikel gewijzigd door de Commissie nr. 51-1968/7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-1968/8.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 april 2007.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 3-1461/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 3172 (2007 — 1708) [C — 2007/11366]

26 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot organisatie van het toezicht en de kwaliteitscontrole en houdende het tuchtreglement voor de bedrijfsrevisoren. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 27 april 2007, vierde uitgave, akte nr. 2007/11186, bl. 22952, wordt het koninklijk besluit voorafgegaan door het hierbij gevoegd « VERSLAG AAN DE KONING » en « ADVIES 42.829/1 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE ».

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft tot doel om de bepalingen betreffende de organisatie van het toezicht en de kwaliteitscontrole evenals het tuchtreglement van de bedrijfsrevisoren aan te passen in het kader van de omzetting van de bepalingen van de Europese Richtlijn 2006/43/EG, goedgekeurd door het Europees Parlement en de Raad op 17 mei 2006, betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot

9 juin 2006, modifiant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil et abrogeant la Directive 84/253/CEE du Conseil (ci-après « la Directive »).

Commentaire des articles

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Art. 1^{er}

Le premier chapitre (article 1^{er}) décrit les définitions utiles à l'application de l'arrêté.

CHAPITRE II. — *Principe général*

Art. 2

Le deuxième chapitre (article 2) pose pour principe général que la procédure disciplinaire est distincte de la procédure pénale et de la procédure civile.

CHAPITRE III. — *L'instruction des dossiers et la décision de renvoi disciplinaire*

Le troisième chapitre (articles 3 à 24) décrit l'instruction des dossiers et la décision de renvoi disciplinaire. Ce chapitre a été divisé en 3 sections : la surveillance, le contrôle de qualité et la Chambre de renvoi et de mise en état.

Section I^{re}. — La surveillance

Une première innovation d'importance est le fait que le fonctionnement de la Commission de surveillance sera désormais déterminé par le biais d'un arrêté royal (articles 3 à 7).

Art. 3

A la suite de l'observation formulée par le Conseil d'Etat, il a été précisé que la Commission de surveillance est chargée d'assister le Conseil dans sa mission de surveillance sur l'exercice de la profession par les réviseurs d'entreprises, à l'exception du contrôle de qualité (article 3, § 1^{er}).

L'article 3, § 2 prévoit que cette Commission est composée de maximum douze réviseurs d'entreprises nommés par le Conseil.

Il est possible de nommer autant de suppléants qu'il y a de membres effectifs. Leur mandat est de trois ans et est renouvelable.

Lorsque le terme du mandat d'un membre effectif ou suppléant est échu, il reste en fonction jusqu'à son renouvellement ou la nomination de son successeur (article 3, § 4).

Le président et le président suppléant sont nommés par le Conseil parmi les membres de la Commission de surveillance (article 3, § 5).

Art. 4

La mission de la Commission de surveillance est définie à l'article 4, notamment l'examen du comportement déontologique, le respect des dispositions légales et réglementaires et toute autre disposition applicable à la profession, aussi bien que la qualité technique des activités des réviseurs d'entreprises. Cet examen a lieu soit d'initiative propre, soit sur demande du Conseil, soit à la suite d'une plainte.

A la suite de l'observation formulée par le Conseil d'Etat, il a été précisé que la Commission de surveillance formule des propositions au Conseil dans le cadre de l'article 52 de la loi, qui confie au Conseil la compétence pour l'instruction des affaires disciplinaires, sans préjudice des compétences de la Chambre de renvoi et de mise en état (article 4, § 1^{er}).

Est considérée comme une plainte toute communication à l'Institut, nominative, datée et signée, de reproches à l'encontre d'un réviseur d'entreprises, pour autant que celle-ci soit présentée explicitement et expressément comme une plainte.

La Commission agit au nom et pour le compte du Conseil. Conformément aux obligations imposées par les articles 29 et suivants de la Directive en matière de public oversight, il revient à la Chambre de renvoi et de mise en état d'approuver ou de refuser les propositions du Conseil en cette matière.

Art. 5

La deuxième innovation importante est inscrite dans l'article 5. La Commission de surveillance a la faculté de déléguer l'instruction des dossiers à un ou plusieurs rapporteurs, membres ou non de la Commission, possédant la qualité de réviseur d'entreprises, remplissant les conditions d'éligibilité au Conseil, ou de réviseur d'entreprises honoraire.

wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad die werd bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie van 9 juni 2006 (hierna « de Richtlijn »).

Artikelsgewijze commentaar

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 1

Het eerste hoofdstuk (artikel 1) beschrijft de in het koninklijk besluit gebruikte definities.

HOOFDSTUK II. — *Algemeen beginsel*

Art. 2

Het tweede hoofdstuk (artikel 2) poneert het algemeen beginsel dat de tuchtvoeding onderscheiden is van de strafvoeding en de burgerlijke rechtsvoeding.

HOOFDSTUK III. — *Het onderzoek van de dossiers en de beslissing tot tuchtverwijzing*

Het derde hoofdstuk (artikelen 3 tot 24) beschrijft het onderzoek van de dossiers en de beslissing tot tuchtverwijzing. Dit hoofdstuk is onderverdeeld in 3 afdelingen: toezicht, kwaliteitscontrole en de Kamer van verwijzing en instaatstelling.

Afdeling I. — Toezicht

Een eerste opvallende nieuwigheid is het feit dat de werking van de Commissie van Toezicht in een koninklijk besluit zal worden opgenomen (artikelen 3 tot 7).

Art. 3

Naar aanleiding van de bemerking van de Raad van State, is verduidelijkt dat de Commissie van toezicht belast is met de ondersteuning van de Raad in zijn opdracht van toezicht op de uitoefening door de bedrijfsrevisoren van hun beroep, met uitzondering van de kwaliteitscontrole (artikel 3, § 1).

Artikel 3, § 2 voorziet dat deze Commissie is samengesteld uit maximaal twaalf bedrijfsrevisoren, benoemd door de Raad.

Er kunnen zoveel plaatsvervangers worden benoemd als er effectieve leden zijn. Hun mandaat is drie jaar geldig en is hernieuwbaar.

Wanneer de termijn van het mandaat van een effectief lid of plaatsvervanger vervallen is, blijft hij in functie tot aan zijn herbenoeming of de benoeming van zijn opvolger (artikel 3, § 4).

De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter worden benoemd door de Raad onder de leden van de Commissie van Toezicht (artikel 3, § 5).

Art. 4

De opdracht van de Commissie van Toezicht is opgenomen in artikel 4, met name het onderzoeken van zowel de deontologische houding, de naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen en alle andere voorschriften van toepassing op het beroep, evenals de technische kwaliteit van de activiteiten van de bedrijfsrevisoren. Dit onderzoek gebeurt hetzij op eigen initiatief, hetzij op vraag van de Raad, hetzij na een klacht.

Naar aanleiding van de bemerking van de Raad van State, is verduidelijkt dat de Commissie van toezicht voorstellen aan de Raad formuleert, in het kader van het artikel 52 van de wet, dat aan de Raad de bevoegdheid voor het vooronderzoek in tuchtzaken toevertrouwt, onverminderd de bevoegdheden van de Kamer van verwijzing en instaatstelling (artikel 4, § 1).

Als een klacht wordt beschouwd, iedere mededeling, op naam, gedagtekend en ondertekend, gericht aan het Instituut waarin verwijten geuit worden tegen een bedrijfsrevisor, voor zover dit expliciet en uitdrukkelijk als een klacht wordt voorgesteld.

De Commissie handelt in naam en voor rekening van de Raad. Overeenkomstig de verplichtingen opgelegd door de artikelen 29 en volgende van de Richtlijn inzake public oversight, komt het toe aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling om aangaande deze materie de voorstellen van de Raad goed te keuren of te weigeren.

Art. 5

De tweede belangrijke nieuwigheid is ingeschreven in het artikel 5. De Commissie van Toezicht kan het onderzoek van de dossiers delegeren aan één of meer verslaggevers, al dan niet lid van de Commissie, die de hoedanigheid van bedrijfsrevisor vervullen, die de voorwaarden van verkiesbaarheid voor de Raad vervullen, of erbedrijfsrevisor bezitten.

Art. 6

Les droits et obligations du réviseur d'entreprises dont le dossier est en cours de traitement au sein de la Commission de surveillance sont exposés à l'article 6.

Le réviseur d'entreprises concerné a le droit d'être entendu au cours de l'instruction par les rapporteurs désignés. A cet effet, il en sera informé au moins quinze jours avant la date à laquelle il pourra être entendu. Le réviseur d'entreprises concerné n'a pas accès au dossier d'instruction tant que la procédure disciplinaire n'est pas entamée. A défaut de désignation d'un rapporteur, la Commission de surveillance ou le Conseil, selon le cas, notifieront au réviseur d'entreprises, les éléments pour lesquels un renvoi en discipline pourrait être décidé et lui laisseront un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations éventuelles.

Il ressort des obligations professionnelles du réviseur d'entreprises de tout mettre en œuvre afin de répondre à la demande d'audition ou d'observation émanant du ou des rapporteur(s), du Conseil ou de la Commission de surveillance.

Le réviseur d'entreprises veillera à répondre personnellement aux invitations à être entendu ou à formuler personnellement ses observations. Il ne pourra pas se faire représenter ou assister lors de son audition ou dans la formulation de ses observations.

Le ou les rapporteur(s) dresse(nt) un compte-rendu de cette audition éventuelle. Ce compte-rendu est communiqué au réviseur d'entreprises qui disposera d'un délai de quinze jours pour formuler ses remarques. La procédure relative à l'information du cabinet de révision dont le réviseur d'entreprises personne physique est le représentant vise uniquement le cas où le réviseur d'entreprises personne physique est l'objet de l'enquête (§ 7).

Art. 7

L'article 7 définit la validité et le mode de délibération au sein de la Commission de surveillance.

Section II. — Le Contrôle de qualité

Une autre innovation d'importance est le fait que le fonctionnement de la Commission de Contrôle de qualité sera désormais également fixé dans un arrêté royal (articles 8 à 14).

Art. 8

La Commission de Contrôle de qualité est chargée de l'organisation du contrôle de qualité.

Dans son avis, le Conseil d'Etat constate que la Commission Contrôle de qualité est constituée au sein de l'Institut. Le Conseil d'Etat soulève la question de la conformité de cette disposition avec l'article 29.1.b) et c) de la Directive, en vertu duquel le financement du système de contrôle de qualité doit être sûr et exempt de toute influence induite de la part des contrôleurs légaux des comptes et des cabinets d'audit, et que le système de contrôle de qualité dispose de ressources adéquates.

En réponse à la question soulevée par le Conseil d'Etat, il convient premièrement de souligner que l'article 46, § 2, de la loi prévoit que la Chambre de renvoi et de mise en état est compétente pour approuver la liste annuelle des contrôles de qualité à effectuer par le Conseil.

Cette compétence implique que la Chambre de renvoi et de mise en état doit pouvoir se prononcer sur l'adéquation des ressources financières spécialement affectées à la réalisation de ce programme de travail.

Dans un souci de clarté, l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté a été complété en ce sens, en vue de répondre à la question précitée du Conseil d'Etat. Le montant minimum de budget de fonctionnement annuel spécialement affecté par le Conseil aux travaux de la Commission Contrôle de qualité est fixé à 200.000 EUR. Le budget de fonctionnement doit permettre de couvrir entre autres les indemnités versées aux personnes chargées du contrôle de qualité et aux membres de la Commission Contrôle de qualité.

En outre, le financement de la Chambre de renvoi et de mise en état, qui constitue l'organe de supervision ayant la responsabilité ultime sur le système de contrôle de qualité, est et est compétente pour désigner le cas échéant des experts, entre autres parmi les rapporteurs, est fixé dans la loi et est également sûr et exempt de toute influence induite de la part des contrôleurs légaux des comptes et des cabinets d'audit.

Art. 6

De rechten en verplichtingen van de bedrijfsrevisor wiens dossier in behandeling is bij de Commissie van Toezicht worden uiteengezet in het artikel 6.

De betrokken bedrijfsrevisor heeft het recht om in de loop van het onderzoek door de aangeduide verslaggevers gehoord te worden. Met het oog hierop, zal hij hierover worden geïnformeerd minstens vijftien dagen vóór de datum waarop hij zal kunnen worden gehoord. Zolang de tuchtprocedure niet wordt gevat, heeft de betrokken bedrijfsrevisor geen toegang tot het dossier in vooronderzoek. Bij gebrek aan aanduiding van een verslaggever delen de Commissie van Toezicht of de Raad, al naar gelang het geval, aan de bedrijfsrevisor alle elementen mee waarvoor er tot een tuchtverwijzing zou kunnen worden besloten en laten ze hem een termijn van vijftien dagen om zijn eventuele bemerkingsen te laten geworden.

Het behoort tot de beroepspllicht van de bedrijfsrevisor om alles in het werk te stellen om te antwoorden op de vraag tot verhoor of tot commentaar uitgaande van de verslaggever(s), van de Raad of van de Commissie van Toezicht.

De bedrijfsrevisor waakt erover om persoonlijk te antwoorden op de uitnodigingen om gehoord te worden of om persoonlijk zijn bemerkingsen te formuleren. Hij kan zich niet laten vertegenwoordigen of bijstaan tijdens zijn verhoor of bij het formuleren van zijn bemerkingsen.

De verslaggever(s) stel(t)(len) een verslag van dit eventueel verhoor op. Dit verslag wordt aan de bedrijfsrevisor meegedeeld die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn bemerkingsen te formuleren. Deze procedure inzake de inlichtingen van het bedrijfsrevisorenkantoor waarvan de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon de vertegenwoordiger is heeft enkel betrekking op de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon die het voorwerp uitmaakt van het onderzoek (§ 7).

Art. 7

Artikel 7 stipuleert de geldigheid en de wijze van beraadslaging binnen de Commissie van Toezicht.

Afdeling II. — Kwaliteitscontrole

Een andere opvallende nieuwigheid is het feit dat de werking van de Commissie Kwaliteitscontrole voortaan ook in een koninklijk besluit zal worden vastgelegd (artikelen 8 tot 14).

Art. 8

De Commissie Kwaliteitscontrole is belast met de organisatie van de kwaliteitscontrole.

In zijn advies stelt de Raad van State vast dat de Commissie Kwaliteitscontrole in de schoot van het Instituut wordt opgericht. De Raad van State stelt de vraag naar de conformiteit van deze bepaling met het artikel 29.1.b) en c) van de Richtlijn, volgens hetwelk de financiering van het systeem van kwaliteitscontrole afdoende verzekerd moet zijn en gevrijwaard moet zijn tegen enigerlei ongewenste beïnvloeding door wettelijke auditors en auditkantoren en volgens hetwelk aan het systeem van kwaliteitscontrole voldoende middelen moeten zijn toegewezen.

In antwoord op de vraag vanwege de Raad van State, dient vooreerst te worden onderstreept dat het artikel 46, § 2, van de wet bepaalt dat de Kamer van verwijzing en instaatstelling bevoegd is voor de goedkeuring van de jaarlijkse lijst van de door de Raad te verrichten kwaliteitscontroles.

Deze bevoegdheid houdt in dat de Kamer van verwijzing en instaatstelling zich moet kunnen uitspreken over de toereikendheid van de financiële middelen speciaal toegewezen aan de realisatie van dit werkprogramma.

Vanuit de bezorgdheid om duidelijkheid, is artikel 8, § 1, van het besluit in deze zin aangevuld, teneinde te antwoorden op voormelde vraag van de Raad van State. Het minimumbedrag van het jaarlijks werkingsbudget dat speciaal door de Raad wordt toegewezen aan de werkzaamheden van de Commissie Kwaliteitscontrole wordt bepaald op 200.000 euros. Het werkingsbudget moet toelaten om onder meer de vergoedingen die worden gestort aan de personen die belast zijn met de kwaliteitscontrole en aan de leden van de Commissie Kwaliteitscontrole te dekken.

Bovendien is de financiering van de Kamer van verwijzing en instaatstelling, die het toezichtsorgaan is met de eindverantwoordelijkheid over het systeem van kwaliteitscontrole, en die bevoegd is om, in voorkomend geval, experts aan te duiden, onder meer onder de verslaggevers, bepaald in de wet en eveneens afdoende verzekerd en gevrijwaard tegen enigerlei ongewenste beïnvloeding door wettelijke auditors en auditkantoren.

Il résulte de ce qui précède que les exigences prévues à l'article 29.1.b) et c) précité de la Directive sont rencontrées.

L'article 8, § 2 prévoit que cette Commission est composée de maximum douze réviseurs d'entreprises nommés par le Conseil.

Il est possible de nommer autant de suppléants qu'il y a de membres effectifs. Leur mandat est de trois ans et est renouvelable.

Lorsque le terme du mandat d'un membre effectif ou suppléant est échu, il reste en fonction jusqu'à son renouvellement ou la nomination de son successeur (art. 8, § 4).

Le président et le président suppléant sont nommés par le Conseil parmi les membres de la Commission de Contrôle de qualité (article 8, § 5).

Art. 9

Les compétences de la Commission de Contrôle de qualité sont définies à l'article 9. La Commission agit au nom et pour le compte du Conseil et sans préjudice des compétences de la Chambre de renvoi et de mise en état.

Conformément aux obligations imposées par les articles 29 et suivants de la Directive en matière de public oversight, il revient à la Chambre de renvoi et de mise en état d'approuver ou de refuser les propositions du Conseil en cette matière.

La Commission de Contrôle de qualité :

1. propose au Conseil, sans préjudice de la supervision externe sur le Conseil, les normes concernant le contrôle de qualité;
2. propose au Conseil, sans préjudice de la supervision externe sur le Conseil, les guides de travail des inspecteurs, conformément à l'article 33, § 2 de la loi, pour effectuer le contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises;
3. propose annuellement au Conseil, sans préjudice de la supervision externe sur le Conseil, annuellement la liste des réviseurs d'entreprises qui seront soumis au contrôle de qualité;
4. propose au Conseil, sans préjudice de la supervision externe sur le Conseil, la liste des inspecteurs, conformément à l'article 33, § 2 de la loi, susceptibles d'effectuer des contrôles de qualité auprès des réviseurs d'entreprises, et propose à chaque réviseur d'entreprises à soumettre au contrôle de qualité, les noms des inspecteurs, mentionnés dans ladite liste, qui pourront effectuer ce contrôle;
5. supervise le déroulement des contrôles de qualité et examine les résultats de ceux-ci, avant de les soumettre au Conseil;
6. vérifie l'application de l'obligation de formation permanente conformément à la norme relative à la formation permanente prévue à l'article 31 de la Loi.

Art. 10

L'article 10 décrit le but du contrôle de qualité et stipule que le contrôle de qualité est effectué conformément aux normes relatives au contrôle de qualité, déterminées conformément à l'article 33, § 6 de la loi (article 10, § 1^{er}).

La sélection des inspecteurs, conformément à l'article 33, § 2 de la loi, est effectuée selon une procédure objective, conformément aux normes relatives au contrôle de qualité, conçue pour éviter tout conflit d'intérêt entre ces inspecteurs et le réviseur d'entreprises ou le cabinet de révision soumis à ce contrôle.

Les inspecteurs ont la formation et l'expérience professionnelle appropriée, ainsi qu'une formation spécifique aux examens de contrôle de qualité, conformément aux normes relatives au contrôle de qualité.

Le contrôle de qualité est une procédure d'examen de l'activité professionnelle d'un réviseur d'entreprises. Il a notamment pour but de vérifier que le réviseur d'entreprises et/ou le cabinet de révision contrôlé est doté d'une organisation appropriée à la nature et à l'étendue de ses activités. Il vise également à garantir au public et aux autorités de contrôle que le travail des réviseurs d'entreprises s'effectue conformément aux normes de contrôle et aux règles déontologiques en vigueur.

Le champ de l'examen du contrôle de qualité, reposant sur une vérification appropriée de dossiers de contrôle sélectionnés, comprend entre autre une évaluation de la conformité aux normes d'audit et aux règles d'indépendance applicables, de la quantité et de la qualité des sommes dépensées, des honoraires d'audit perçus et du système interne de contrôle de qualité du cabinet de révision.

Uit hetgeen voorafgaat, volgt dat de vereisten bepaald in voormeld artikel 29.1.b) en c) van de Richtlijn zijn nageleefd.

Artikel 8, § 2 voorziet dat deze Commissie is samengesteld uit maximaal twaalf bedrijfsrevisoren, benoemd door de Raad.

Er kunnen zoveel plaatsvervangers worden benoemd als er effectieve leden zijn. Hun mandaat is drie jaar geldig en is hernieuwbaar.

Wanneer de termijn van het mandaat van een effectief lid of plaatsvervanger vervallen is, blijft hij in functie tot aan zijn herbenoeming of de benoeming van zijn opvolger (art. 8, § 4).

De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter worden benoemd door de Raad onder de leden van de Commissie Kwaliteitscontrole (artikel 8, § 5).

Art. 9

De bevoegdheden van de Commissie Kwaliteitscontrole zijn vervat in artikel 9. De Commissie handelt in naam en voor rekening van de Raad en zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de Kamer van verwijzing en instaatstelling.

Overeenkomstig de verplichtingen opgelegd door de artikelen 29 en volgende van de Richtlijn inzake public oversight, komt het toe aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling om aangaande deze materie de voorstellen van de Raad goed te keuren of te weigeren.

De Commissie Kwaliteitscontrole :

1. stelt aan de Raad de normen inzake de kwaliteitscontrole voor, zonder afbreuk te doen aan het extern toezicht op de Raad;
2. stelt aan de Raad de leidraden van de inspecteurs, overeenkomstig artikel 33, § 2 van de wet, voor het uitvoeren van kwaliteitscontrole van de bedrijfsrevisoren voor, zonder afbreuk te doen aan het extern toezicht op de Raad;
3. stelt jaarlijks aan de Raad de lijst voor van de bedrijfsrevisoren die onderworpen zijn aan de kwaliteitscontrole, zonder afbreuk te doen aan het extern toezicht op de Raad;
4. stelt aan de Raad de lijst van de inspecteurs, overeenkomstig artikel 33, § 2 van de wet, voor die kwaliteitscontroles bij bedrijfsrevisoren kunnen uitvoeren, zonder afbreuk te doen aan het extern toezicht op de Raad, en stelt aan elke bedrijfsrevisor, te onderwerpen aan een kwaliteitscontrole, de namen van de inspecteurs, vermeld in voorvermelde lijst, voor die deze controle zouden kunnen uitvoeren;
5. superviseert het verloop van de kwaliteitscontroles en onderzoekt de resultaten van deze, vooraleer ze over te maken aan de Raad;
6. controleert de toepassing van de verplichting van de permanente vorming overeenkomstig de norm inzake permanente vorming voorzien in artikel 31 van de Wet.

Art. 10

Artikel 10 beschrijft het doel van de kwaliteitscontrole en legt vast dat de kwaliteitscontrole wordt uitgevoerd in overeenstemming met de normen inzake kwaliteitscontrole, bepaald overeenkomstig artikel 33, § 6 van de wet (artikel 10, § 1).

De selectie van de inspecteurs, overeenkomstig artikel 33, § 2 van de wet, wordt uitgevoerd volgens een objectieve procedure, overeenkomstig de normen inzake de kwaliteitscontrole, ontworpen om elk belangenconflict tussen deze inspecteurs en de bedrijfsrevisor of het bedrijfsrevisorenkantoor onderworpen aan een controle, te vermijden.

De inspecteurs beschikken over passende beroepskwalificaties en relevante beroepservaring, en hebben tevens een specifieke opleiding voor de uitvoering van kwaliteitscontroles genoten, overeenkomstig de normen inzake kwaliteitscontrole.

De kwaliteitscontrole is een onderzoeksprocedure van de professionele activiteit van een bedrijfsrevisor. Deze heeft onder meer tot doel na te gaan dat de gecontroleerde bedrijfsrevisor en/of het bedrijfsrevisorenkantoor beschikt over een organisatie die aangepast is aan de aard en de omvang van haar activiteiten. Deze controle beoogt eveneens het publiek en de toezichhouders ervan te overtuigen dat de bedrijfsrevisoren hun werkzaamheden uitoefenen overeenkomstig de controle-normen en de toepasselijke deontologische regels.

De kwaliteitscontrole, op basis van een adequate toetsing van een selectie van controledossiers, omvat onder meer een evaluatie van de naleving van de toepasselijke controlestandaarden en onafhankelijkheidseisen, van de kwantiteit en kwaliteit van ingezette middelen, van de door de bedrijfsrevisor in rekening gebrachte honoraria voor controles en van het systeem van interne kwaliteitscontrole van het bedrijfsrevisorenkantoor.

Art. 11

Une autre innovation importante figure à l'article 11. La Commission de Contrôle de qualité peut déléguer l'instruction des dossiers à un ou plusieurs rapporteurs, qui auront la qualité de réviseur d'entreprises, remplissant les conditions d'éligibilité au Conseil, ou de réviseur d'entreprises honoraire.

Art. 12

Les droits et obligations du réviseur d'entreprises dont le dossier est en cours de traitement au sein de la Commission de Contrôle de qualité sont exposés à l'article 12.

Le réviseur d'entreprises contrôlé a le droit d'être entendu au cours de l'instruction par les rapporteurs désignés. A cet effet, il en sera informé au moins quinze jours avant la date à laquelle il pourra être entendu. Le réviseur d'entreprises concerné n'a pas accès au dossier d'instruction tant que la procédure disciplinaire n'est pas entamée. A défaut de désignation d'un rapporteur, la Commission de Contrôle de qualité ou le Conseil, selon le cas, notifieront au réviseur d'entreprises contrôlé les éléments pour lesquels un renvoi en discipline pourrait être décidé et lui laisseront un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations éventuelles.

Il ressort des obligations professionnelles du réviseur d'entreprises contrôlé de tout mettre en œuvre afin de répondre à la demande d'audition ou d'observation émanant du ou des rapporteur(s), du Conseil ou de la Commission de Contrôle de qualité.

Le réviseur d'entreprises veillera à répondre personnellement aux invitations à être entendu ou à formuler personnellement ses observations. Il ne pourra pas se faire représenter ou assister lors de son audition ou dans la formulation de ses observations.

Le ou les rapporteur(s) dresse(nt) un compte-rendu de cette audition éventuelle. Ce compte-rendu est communiqué au réviseur d'entreprises contrôlé qui disposera d'un délai de quinze jours pour formuler ses remarques. La procédure relative à l'information du cabinet de révision dont le réviseur d'entreprises personne physique est le représentant vise uniquement le cas où le réviseur d'entreprises personne physique est l'objet du contrôle de qualité (§ 7).

Art. 13

L'article 13 définit la validité et le mode de délibération au sein de la Commission de contrôle de qualité.

Les membres de la Commission Contrôle de qualité s'abstiennent de siéger dans toute délibération ou décision pour laquelle leur indépendance ou leur objectivité pourrait être mise en doute.

Conformément à l'avis du Conseil d'Etat, l'article 13, § 2, a été complété par une disposition en vertu de laquelle les membres concernés sont remplacés par les membres suppléants pour le traitement des dossiers en question.

Art. 14

Lorsqu'un réviseur d'entreprises ne donne pas suite dans un délai raisonnable aux recommandations suggérées à la suite d'un contrôle de qualité, le Conseil, en fonction de la gravité des faiblesses constatées, pourra saisir, le cas échéant, la Chambre de renvoi et de mise en état.

Ceci ne prive pas le Conseil de décider un renvoi en discipline du réviseur d'entreprises sans mener à terme la procédure complète du contrôle de qualité.

Section III. — La Chambre de renvoi et de mise en état

Les articles 15 à 23 traitent de la création et de l'organisation de la Chambre de renvoi et de mise en état, qui constitue l'innovation la plus significative.

Art. 15

La constitution de la Chambre de renvoi et de mise en état, ainsi que la nomination des rapporteurs sont réglées par la loi. Compte tenu de l'indépendance des rapporteurs, une période de cooling off de six mois est prévue après la cessation de leur mandat et la procédure à suivre en cas de conflit d'intérêt est établie.

Art. 16

La Chambre de renvoi et de mise en état établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation du Ministre qui a l'Economie dans ses attributions.

Art. 11

Een andere opvallende nieuwigheid wordt weergegeven in artikel 11. De Commissie Kwaliteitscontrole kan het onderzoek van de dossiers delegeren aan één of meer verslaggevers, die de hoedanigheid van bedrijfsrevisor vervullen, die de voorwaarden van verkiesbaarheid voor de Raad vervullen, of erebedrijfsrevisor bezitten.

Art. 12

De rechten en verplichtingen van de bedrijfsrevisor, waarvan het dossier in behandeling is bij de Commissie Kwaliteitscontrole, zijn uiteengezet in artikel 12.

De gecontroleerde bedrijfsrevisor heeft het recht om in de loop van het onderzoek door de aangeduide verslaggevers gehoord te worden. Met het oog hierop, zal hij hierover worden geïnformeerd minstens vijftien dagen vóór de datum waarop hij zal kunnen worden gehoord. Zolang de tuchtprocedure niet wordt gevat, heeft de betrokken bedrijfsrevisor geen toegang tot het dossier in vooronderzoek. Bij gebrek aan aanduiding van een verslaggever delen de Commissie Kwaliteitscontrole of de Raad, al naar gelang het geval, aan de gecontroleerde alle elementen mee waarvoor er tot een tuchtverwijzing zou kunnen worden besloten en laten ze hem een termijn van vijftien dagen om zijn eventuele bemerkingen te laten geworden.

Het behoort tot de beroepsplicht van de gecontroleerde bedrijfsrevisor om alles in het werk te stellen om te antwoorden op de vraag tot verhoor of tot commentaar uitgaande van de verslaggever(s), van de Raad of van de Commissie Kwaliteitscontrole.

De bedrijfsrevisor waakt erover om persoonlijk te antwoorden op de uitnodigingen om gehoord te worden of om persoonlijk zijn bemerkingen te formuleren. Hij kan zich niet laten vertegenwoordigen of bijstaan tijdens zijn verhoor of bij het formuleren van zijn bemerkingen.

De verslaggever(s) ma(a)k(t)(en) een verslag van dit eventueel verhoor. Dit verslag wordt aan de bedrijfsrevisor meegedeeld die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn bemerkingen te formuleren. Deze procedure inzake de inlichtingen van het bedrijfsrevisorenkantoor waarvan de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon de vertegenwoordiger is, heeft enkel betrekking op de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon die het voorwerp uitmaakt van de kwaliteitscontrole (§ 7).

Art. 13

Artikel 13 stipuleert de geldigheid en de wijze van beraadslaging binnen de Commissie Kwaliteitscontrole.

De leden van de Commissie Kwaliteitscontrole onthouden zich ervan om te zetelen bij elke beraadslaging of beslissing waarvoor hun onafhankelijkheid of hun objectiviteit in het gedrang zou kunnen komen.

Overeenkomstig het advies van de Raad van State is artikel 13, § 2, aangevuld met een bepaling volgens dewelke de betrokken leden voor de behandeling van de desbetreffende dossiers worden vervangen door plaatsvervangende leden.

Art. 14

Wanneer een bedrijfsrevisor geen gevolg geeft binnen een redelijke termijn aan de voorgestelde aanbevelingen volgend op een kwaliteitscontrole, kan de Raad, zo nodig, naar gelang de ernst van de vastgestelde tekortkomingen, de Kamer van verwijzing en instaatstelling adiëren.

Dit weerhoudt de Raad echter niet om de bedrijfsrevisor door te verwijzen naar tucht zonder dat de procedure van de kwaliteitscontrole volledig werd afgerond.

Afdeling III. — Kamer van verwijzing en instaatstelling

De artikelen 15 tot 23 hebben betrekking op de oprichting en de organisatie van de Kamer van verwijzing en instaatstelling, welke de belangrijkste nieuwigheid omvat.

Art. 15

De oprichting van de Kamer van verwijzing en instaatstelling evenals de benoeming van haar verslaggevers zijn bij wet geregeld. Gelet op hun onafhankelijkheid wordt een cooling off-periode voorzien van zes maanden na het beëindigen van hun mandaat en wordt de procedure vastgelegd in geval er zich een belangenconflict voordoet.

Art. 16

De Kamer van verwijzing en instaatstelling stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister die bevoegd is voor Economie.

Art. 17.

La Chambre de renvoi et de mise en état peut engager son personnel administratif pour l'exécution de ses missions et fixe la rémunération pour les prestations de ce personnel.

Art. 18

L'article 18 prévoit que la Chambre de renvoi et de mise en état fixe chaque année son budget, sur la base du calcul des frais de l'année écoulée, en tenant compte du maximum visé à l'article 45, § 3 de la loi du 22 juillet 1953.

Il est prévu la possibilité que l'Institut des Réviseurs d'Entreprises procède au paiement d'une avance ou plusieurs avances sur la contribution annuelle, selon les modalités déterminées par la Chambre de renvoi et de mise en état.

La Chambre de renvoi et de mise en état pourra obtenir le paiement par l'Institut d'une avance ou plusieurs avances sur la contribution annuelle, selon les modalités qu'elle détermine.

Art. 19

L'article 19 décrit les modalités de rémunération et d'indemnité du Président et des rapporteurs de la Chambre de renvoi et de mise en état, ainsi que de l'expert visé à l'article 49, § 2 de la loi.

Ces modalités représentent une indemnité mensuelle forfaitaire et des remboursements de frais de déplacement et de séjour.

Art. 20

L'article 20 prévoit que la Chambre de renvoi et de mise en état est compétente pour substituer sa propre décision à celle prise par le Conseil.

Lorsque la conclusion adoptée par la Chambre de renvoi et de mise en état consiste en un renvoi du réviseur d'entreprises devant la Commission de discipline, elle renvoie le dossier au Conseil qui sera chargé, en se conformant à la décision prise, de rédiger le rapport à adresser à la Chambre de renvoi et de mise en état exposant les faits reprochés avec référence aux dispositions légales, réglementaires ou disciplinaires.

Art. 21

L'article 21 vise à régler les modalités du déroulement de la procédure devant la Chambre de renvoi et de mise en état de manière à éviter des retards, parfois dilatoires.

La procédure organisée par l'arrêté royal est inspirée de la procédure en matière civile.

La Chambre de renvoi et de mise en état décide si elle confie le dossier à l'un de ses rapporteurs ou à la Chambre au complet.

Par la suite, les parties sont avisées de la fixation de la cause devant la Chambre de renvoi et de mise en état.

Le réviseur d'entreprises concerné se voit notifier le rapport rédigé par le Conseil contenant l'exposé des faits avec référence aux dispositions légales, réglementaires ou disciplinaires. Il dispose d'un délai de quinze jours, prenant cours à dater de la notification, pour déposer une note écrite contenant ses observations et communiquer ses pièces justificatives. Il s'agit d'un délai de forclusion.

Les parties ne sont pas tenues d'être présentes à la date fixée. Elles ne pourront pas y prendre la parole, la procédure se déroulant exclusivement par écrit.

La Chambre de renvoi et de mise en état statue sur base du rapport rédigé par le Conseil, éventuellement accompagné de pièces justificatives, et de la note d'observations, et les pièces éventuelles, transmises par le réviseur d'entreprises concerné.

Art. 22

Conformément à l'article 22, lorsque la Chambre de renvoi, même en cours de délibéré, constate que le dossier doit être complété par des éléments utiles à la manifestation de la vérité, elle peut requérir le Conseil d'accomplir les devoirs complémentaires qu'elle prescrit.

Art. 23

Cet article permet à la Chambre de renvoi et de mise en état de faire appel à des experts autres que ceux visés à l'article 49, § 2 de la loi. Ces personnes ne peuvent pas participer au vote.

Art. 17.

De Kamer van verwijzing en instaatstelling kan haar administratief personeel in dienst nemen voor de uitvoering van haar opdrachten en legt de vergoedingen voor de prestaties van dit personeel vast.

Art. 18

Artikel 18 bepaalt dat de Kamer van verwijzing en instaatstelling elk jaar haar begroting opstelt, op basis van de berekening van de kosten van het afgelopen jaar, met als maximum hetgeen bepaald is in artikel 45, § 3 van de wet van 22 juli 1953.

Er wordt in de mogelijkheid voorzien dat het Instituut van de Bedrijfsrevisoren één of meer voorschotten op de jaarlijkse bijdrage zal betalen, en dit volgens de modaliteiten zoals bepaald door de Kamer van verwijzing en instaatstelling.

De Kamer van verwijzing en instaatstelling zal de betaling door het Instituut kunnen verkrijgen van een voorschot of meerdere voorschotten op de jaarlijkse bijdrage, volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Art. 19

Artikel 19 bepaalt de modaliteiten inzake bezoldiging en vergoeding van de Voorzitter, de verslaggevers van de Kamer van verwijzing en instaatstelling, en van de expert, bedoeld in artikel 49, §2 van de wet.

Deze modaliteiten bestaan uit de vaste maandelijks vergoeding en de terugbetalingen van de verplaatsings- en verblijfskosten.

Art. 20

Artikel 20 voorziet dat de Kamer van verwijzing en instaatstelling bevoegd is om haar beslissing in de plaats te stellen van deze van de Raad.

Indien de conclusie aangenomen door de Kamer van verwijzing en instaatstelling bestaat uit de verwijzing van de bedrijfsrevisor naar de Tuchtcommissie, verzendt zij het dossier opnieuw naar de Raad die ermee belast is om zich te voegen naar deze beslissing en een verslag op te stellen, te richten aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling, waarin de feiten worden uiteengezet die ten laste worden gelegd, met verwijzing naar de wettelijke, reglementaire of tuchtrechtelijke bepalingen.

Art. 21

Artikel 21 heeft tot doel de modaliteiten vast te leggen van het verloop van de procedure voor de Kamer van verwijzing en instaatstelling, met het oog op het vermijden van soms dilatoire vertragingen.

De procedure die voorzien wordt door het koninklijk besluit is geïnspireerd op de procedure in burgerlijke zaken.

De Kamer van verwijzing en instaatstelling beslist of zij het dossier toevertrouwt aan één van haar verslaggevers of aan de voltallige Kamer.

Vervolgens worden de partijen in kennis gesteld van de vaststelling van de zaak voor de Kamer van verwijzing en instaatstelling.

De betrokken bedrijfsrevisor wordt in kennis gesteld van het verslag opgesteld door de Raad waarin de feiten worden uiteengezet met verwijzing naar de wettelijke, reglementaire en tuchtrechtelijke bepalingen. Hij beschikt over een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de kennisgeving, om een schriftelijke nota met zijn opmerkingen en zijn overtuigingsstukken neer te leggen. Het betreft een vervaltermijn.

De partijen dienen niet aanwezig te zijn op de vastgestelde datum. Zij kunnen er ook niet het woord nemen, aangezien de procedure uitsluitend schriftelijk verloopt.

De Kamer van verwijzing en instaatstelling doet uitspraak op basis van het verslag opgesteld door de Raad, eventueel vergezeld van overtuigingsstukken, de nota met opmerkingen en de eventuele stukken meegedeeld door de betrokken bedrijfsrevisor.

Art. 22

Overeenkomstig artikel 22 kan de Kamer van verwijzing en instaatstelling, zelfs in de fase van de beraadslaging, wanneer zij vaststelt dat het dossier dient vervolledigd te worden met elementen die nuttig zijn voor het vaststellen van de waarheid, de Raad verzoeken om de bijkomende onderzoekswerkzaamheden te verrichten die zij voorschrijft.

Art. 23

Dit artikel geeft de mogelijkheid aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling beroep te kunnen doen op andere experts dan degene bedoeld in artikel 49, § 2 van de wet. Deze personen kunnen niet deelnemen aan de stemming.

CHAPITRE IV. — *L'organisation de la Commission de discipline et de la Commission d'appel*

L'organisation de la Commission de discipline et de la Commission d'appel est décrite dans le quatrième chapitre (articles 24 et 25).

Art. 24

Le président de ces instances disciplinaires organise le calendrier des séances, qui se tiennent au siège de l'Institut.

Le calendrier des audiences est rendu public et peut être consulté sur le site web de l'Institut.

Le secrétariat, incluant le greffe, des instances disciplinaires est assuré par l'Institut.

Le président règle les remplacements au sein de sa chambre.

Les indemnités des membres des instances disciplinaires sont versées par l'Institut sur une base trimestrielle.

Art. 25

L'article 25 de l'arrêté royal vise à éviter les situations de blocage découlant de l'impossibilité, pour cause d'empêchement ou de récusation, de composer les instances disciplinaires parmi les membres d'un rôle linguistique. Il peut être fait appel aux membres faisant partie de l'autre rôle disposant d'une connaissance suffisante de l'autre langue.

Dans l'hypothèse où une partie viendrait à récuser un membre des instances disciplinaires issu d'un autre rôle linguistique en invoquant une connaissance insuffisante de la langue utilisée dans le cadre de la procédure, la demande de cette partie est adressée au président de la chambre de l'autre rôle linguistique qui prend toutes les dispositions utiles en vue de la composition du siège.

CHAPITRE V. — *Procédure devant la Commission de discipline et la Commission d'appel*

Le chapitre cinq vise la procédure devant la Commission de discipline et la Commission d'appel (articles 26 à 29).

L'article 71 de la loi habilite le Roi à fixer entre autres la procédure devant les instances disciplinaires.

A la suite de l'observation formulée par le Conseil d'Etat, il convient de souligner que les dispositions du Code judiciaire sont applicables aux procédures disciplinaires, sans qu'il soit nécessaire de faire expressément référence à ce code dans l'arrêté.

L'article 2 du Code judiciaire prévoit que « Les règles énoncées dans le présent Code s'appliquent à toutes les procédures, sauf lorsque celles-ci sont régies par des dispositions légales non expressément abrogées ou par des principes de droit dont l'application n'est pas compatible avec celles des dispositions dudit Code. ».

Art. 26

A l'article 26, § 1^{er}, il est posé comme principe que, lorsque plusieurs manquements disciplinaires sont mis à charge du réviseur d'entreprises concerné, une seule procédure est introduite à son encontre. Elle ne peut déboucher que sur une seule sanction disciplinaire.

L'article 26, § 2 stipule que si, dans le courant de la procédure disciplinaire, un nouveau manquement lui est imputé, une nouvelle procédure est alors initiée sans que la procédure entamée en soit pour autant interrompue. En cas de connexité, ce nouveau manquement est toutefois jugé dans le cadre de la procédure en cours.

Art. 27

Conformément à l'article 27, le réviseur d'entreprises, le Conseil ou le rapporteur spécialement désigné conformément à l'article 49, § 2 de la loi, peuvent se faire représenter devant les instances disciplinaires. Ils peuvent aussi se faire assister par un avocat. Néanmoins, les instances disciplinaires peuvent exiger la comparution personnelle.

Le Conseil et le réviseur d'entreprises concerné peuvent chacun demander aux instances disciplinaires d'entendre le ou les rapporteurs visés à l'article 49, § 2 de la loi. Les instances disciplinaires peuvent à tout moment demander au Conseil un complément de rapport destiné à les éclairer sur les éléments de la cause dont elles sont saisies.

Les commissions de discipline et d'appel peuvent également décider d'entendre le plaignant, lorsque la procédure a été initiée sur la base d'une plainte (article 27, § 3).

HOOFDSTUK IV. — *De organisatie van de Tuchtcommissie en de Commissie van Beroep*

De organisatie van de Tuchtcommissie en de Commissie van Beroep wordt beschreven in het vierde hoofdstuk (artikelen 24 en 25).

Art. 24

De voorzitter van deze tuchtrechtelijke instanties organiseert de kalender van de zittingen, die gehouden worden op de zetel van het Instituut.

De kalender van de hoorzittingen wordt openbaar gemaakt en kan geconsulteerd worden op de website van het Instituut.

Het secretariaat, inclusief de griffie van de tuchtinstanties wordt door het Instituut waargenomen.

De voorzitter regelt de vervangingen in de schoot van zijn kamer.

De vergoedingen van de leden van de tuchtinstanties worden betaald door het Instituut op trimestriële basis.

Art. 25

Artikel 25 van het koninklijk besluit beoogt blokkeringsituaties te vermijden die voortvloeien uit de onmogelijkheid, wegens verhindering of wraking, om de tuchtinstanties samen te stellen onder de leden van een taalrol. Er kan een beroep gedaan worden op de leden van de kamer van de andere rol die over een voldoende kennis beschikken van de andere taal.

In de hypothese dat een partij een lid van de tuchtinstanties, afkomstig van een andere taalrol, zou komen te wraken door zich te beroepen op een onvoldoende kennis van de taal die gebruikt wordt tijdens de procedure, zal de vraag van deze partij voorgelegd worden aan de voorzitter van de kamer van de andere taalrol die alle nuttige maatregelen zal nemen met het oog op de samenstelling van de zetel.

HOOFDSTUK V. — *Procedure voor de Tuchtcommissie en de Commissie van Beroep*

Hoofdstuk vijf viseert de procedure voor de Tuchtcommissie en de Commissie van Beroep (artikelen 26 tot 29).

Artikel 71 van de wet machtigt de Koning om onder meer de procedure voor de tuchtinstanties te regelen.

Naar aanleiding van de bemerking van de Raad van State, wordt opgemerkt dat de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek toepasselijk zijn op de tuchtprocedures, zonder dat het noodzakelijk is om uitdrukkelijk te verwijzen naar dit wetboek in het besluit.

Artikel 2 van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt: « De in dit Wetboek gestelde regels zijn van toepassing op alle rechtsplegingen, behoudens wanneer deze geregeld worden door niet uitdrukkelijk opgeheven wetsbepalingen of door rechtsbeginselen, waarvan de toepassing niet verenigbaar is met de toepassing van de bepalingen van dit Wetboek. ».

Art. 26

In artikel 26, § 1 wordt als beginsel vooropgesteld dat, wanneer er meerdere tuchtrechtelijke tekortkomingen aan de betrokken bedrijfsrevisor worden ten laste gelegd, er één enkele procedure te zijnen laste wordt ingeleid. Ze kan slechts uitmonden in één enkele tuchtsanctie.

Artikel 26, § 2 bepaalt dat indien er hem een nieuwe tekortkoming in de loop van de tuchtprocedure wordt toegeschreven, er een nieuwe procedure wordt ingeleid zonder dat de reeds ingeleide procedure daarom wordt onderbroken. In geval van samenhang wordt deze nieuwe tekortkoming evenwel tijdens de lopende procedure beoordeeld.

Art. 27

Overeenkomstig artikel 27 kunnen de bedrijfsrevisor, de Raad of de overeenkomstig artikel 49, § 2 van de wet speciaal aangestelde verslaggever zich voor de tuchtinstanties laten vertegenwoordigen. Zij kunnen zich eveneens laten bijstaan door een advocaat. Evenwel kunnen de tuchtinstanties de persoonlijke verschijning van de partijen eisen.

De Raad en de betrokken bedrijfsrevisor kunnen elkeen aan de tuchtinstanties vragen om de in het artikel 49, § 2 van de wet bedoelde verslaggever(s) te horen. De tuchtinstanties kunnen op elk moment aan de Raad een aanvullend verslag vragen dienende om de elementen van de zaak, waarmee zij zijn gevat, te verduidelijken.

De Tuchtcommissie en de Commissie van Beroep kunnen ook beslissen om de klachtindiener te horen, wanneer de procedure werd opgestart op basis van een klacht (artikel 27, § 3).

Art. 28

Selon l'article 28, les décisions des instances disciplinaires sont prononcées en audience publique.

Le Conseil d'Etat souligne que l'article 30.3 de la Directive prévoit que les sanctions sont « dûment rendues publiques. » et que l'article 28 de l'arrêté en projet prévoit uniquement le prononcé des décisions disciplinaires en audience publique.

En réponse à cette observation, il convient de souligner que l'article 74 de la loi prévoit que l'Institut prend les mesures nécessaires en vue de rendre dûment publiques les sanctions et que l'article 75, § 2, de la loi prévoit que les instances disciplinaires peuvent décider de la publication de leur décision et de ses modalités.

Ces dispositions répondent aux exigences de l'article 30.3 précité de la Directive.

Art. 29

L'article 29 prévoit que le Conseil peut, quand en cours de procédure disciplinaire il accepte la démission du réviseur d'entreprises poursuivi, et compte tenu de la gravité des faits, demander à la Commission de discipline ou à la Commission d'appel, selon le cas, que la procédure disciplinaire soit poursuivie nonobstant la démission. La sanction éventuellement prononcée à la suite de la procédure n'est alors d'application qu'en cas de réadmission.

CHAPITRE VI. — *Des effets des sanctions disciplinaires*

Le chapitre six (articles 30 à 34) énumère les conséquences des sanctions disciplinaires.

Art. 30

L'article 30 stipule que si un réviseur d'entreprises est spécialement agréé pour l'exercice de certaines missions révisorales ou s'il est membre d'une organisation professionnelle exerçant des fonctions similaires à celle de l'Institut, en Belgique (par exemple un expert-comptable externe), dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat avec lequel le Royaume ou l'Union européenne ont conclu un accord à cet égard, toute décision de la Commission de discipline ou d'appel comportant une sanction disciplinaire coulée en force de chose jugée est communiquée par le Conseil à l'autorité qui a délivré l'agrément ou à l'organisation professionnelle concernée, à moins que le Conseil n'ait pas connaissance de l'agrément ou de l'affiliation.

Cette disposition est essentiellement une mise à jour de l'article 35 de l'arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif aux obligations des réviseurs d'entreprises.

Art. 31

Selon l'article 31, § 1^{er}, la suspension prend cours de plein droit le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le délai de recours est expiré.

Dans le cas d'une suspension de plus d'un mois ou d'une radiation qui, dans les deux cas, est coulée en force de chose jugée, les personnes pour qui le réviseur d'entreprises réalise une mission révisorale, doivent être informées par lettre recommandée soit de sa complète indisponibilité pendant toute la durée de la suspension, soit du fait qu'il n'exerce plus la profession.

Dans les deux cas susdits, le réviseur d'entreprises communique le même jour au Conseil une copie des notifications ainsi produites (article 31, § 2).

Art. 32

L'article 32 constitue une autre innovation, à savoir l'effacement automatique de certaines sanctions. Les sanctions d'avertissement et de blâme sont automatiquement effacées au terme d'un délai de cinq ans. L'effacement vaut pour le futur.

Le second paragraphe stipule que lorsque la personne concernée obtient sa réhabilitation, les sanctions impliquant l'interdiction d'accepter ou de poursuivre certaines missions et les suspensions sont effacées. La mesure peut être demandée après une période de cinq ans à dater de la décision coulée en force de chose jugée.

La décision de la Commission de discipline n'est pas susceptible d'appel ou de recours en cassation.

Toutefois, la personne concernée peut introduire une nouvelle demande auprès de la Commission de discipline si elle dispose de nouvelles pièces utiles. Cette nouvelle demande ne peut être introduite qu'après deux ans suivant le rejet de la demande précédente.

Art. 28

Volgens artikel 28 worden de beslissingen van de tuchtinstancies tijdens een publieke hoorzitting uitgesproken.

De Raad van State onderstreept dat artikel 30.3 van de Richtlijn bepaalt dat de sancties « op passende wijze openbaar worden gemaakt » en dat artikel 28 van het besluit in ontwerp enkel bepaalt dat de tuchtbeslissingen in het openbaar worden uitgesproken.

In antwoord op deze bemerking, kan onderstreept worden dat het artikel 74 van de wet bepaalt dat het Instituut de nodige maatregelen neemt met het oog op het op passende wijze openbaar maken van de sancties en dat artikel 75, § 2, van de wet bepaalt dat de tuchtinstancies kunnen beslissen tot de openbaarmaking van hun beslissing en de modaliteiten ervan.

Deze bepalingen beantwoorden aan de vereisten van voormeld artikel 30.3 van de Richtlijn.

Art. 29

Artikel 29 voorziet dat de Raad, wanneer hij tijdens de tuchtprocedure het ontslag van de bedrijfsrevisor aanvaardt, aan de Tuchtcommissie of Commissie van Beroep, al naar gelang het geval, kan vragen dat, rekening houdende met de ernst van de feiten, de tuchtprocedure wordt voortgezet, niettegenstaande het ontslag. De straf die eventueel naar aanleiding van de procedure wordt uitgesproken, wordt slechts van kracht in het geval van de wedertoelating.

HOOFDSTUK VI. — *Gevolgen van de tuchtsancties*

Hoofdstuk zes (artikelen 30 tot 34) bevat een overzicht van enkele gevolgen van tuchtsancties.

Art. 30

Indien een bedrijfsrevisor speciaal is erkend voor de uitoefening van bepaalde revisorale opdrachten, of indien hij lid is van een beroepsorganisatie die gelijkaardige functies als deze van het Instituut heeft, in België (bv. een externe accountant) of in een Lidstaat van de Europese Unie of in een Staat waarmee het Koninkrijk of de Europese Unie een overeenkomst in dat opzicht heeft gesloten, stipuleert artikel 30 dat iedere beslissing van de Tuchtcommissie of van de Commissie van Beroep, die een tuchtsanctie bevat die in kracht van gewijsde is gegaan, door de Raad wordt meegedeeld aan de autoriteit die de erkenning heeft afgeleverd of aan de betrokken beroepsorganisatie, tenzij de Raad geen kennis zou hebben van de erkenning of het lidmaatschap.

Deze bepaling is hoofdzakelijk de actualisering van artikel 35 van het koninklijk besluit van 10 januari 1994 betreffende de plichten van de bedrijfsrevisoren.

Art. 31

Volgens het artikel 31, § 1, neemt de schorsing van rechtswege een aanvang op de eerste dag van de maand die volgt op deze tijdens dewelke de beroepstermijn is verstreken.

In geval van een schorsing van meer dan één maand of een schrapping die, in beide gevallen, in kracht van gewijsde is gegaan, dienen de personen, voor wie de bedrijfsrevisor een revisorale opdracht uitvoert, per aangetekende brief te worden in kennis gesteld dat hij ofwel volledig onbeschikbaar is tijdens de schorsingsperiode, ofwel van het feit dat hij het beroep niet meer uitoefent.

In beide voorvermelde gevallen maakt de betrokken bedrijfsrevisor op dezelfde dag aan de Raad een kopie over van de aldus gedane kennisgevingen (artikel 31, § 2).

Art. 32

Artikel 32 bevat een andere nieuwigheid, namelijk het automatisch uitwissen van bepaalde sancties. De sancties van waarschuwing en berisping worden automatisch uitgewist na vijf jaar. Het uitwissen geldt voor de toekomst.

De tweede paragraaf bepaalt dat als de betrokkene zijn eerherstel bekomt, de sancties die het verbod inhouden om bepaalde opdrachten te aanvaarden of voort te zetten en de schorsingen worden uitgewist. De maatregel kan worden gevraagd na een periode van vijf jaar vanaf het ogenblik waarop de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

De beslissing van de Tuchtcommissie is niet vatbaar voor beroep of voorziening in cassatie.

Evenwel kan de betrokkene altijd een nieuwe vraag indienen bij de Tuchtcommissie indien hij beschikt over nieuwe nuttige stukken. Deze nieuwe vraag kan slechts twee jaar na de verwerping van zijn vorige vraag ingediend worden.

Art. 33

Conformément à l'article 33, la radiation devenue définitive pour motifs disciplinaires entraîne de plein droit la perte de la qualité de réviseur d'entreprises. Le réviseur d'entreprises radié ne peut solliciter sa réadmission qu'après dix ans, et après avoir, dans le cas d'une personne physique, réussi l'épreuve prévue à l'article 5, 5° de la loi (conditions cumulatives).

Sans préjudice des mesures de publicité particulières qui, de l'avis du Conseil, devraient être prises dans l'intérêt public ou dans celui de la profession, la radiation devenue définitive est mentionnée dans le rapport annuel présenté par le Conseil à l'assemblée générale de l'Institut.

Art. 34

En cas de suspension, le réviseur d'entreprises suspendu garde, en vertu de l'article 34, la qualité de réviseur d'entreprises, mais n'exerce plus, conformément à la loi, aucune activité professionnelle.

Sans préjudice des mesures de publicité particulières qui, de l'avis du Conseil, devraient être prises dans l'intérêt de la profession, sa qualité de réviseur d'entreprises n'est pas communiquée aux tiers pendant toute la durée de la suspension.

CHAPITRE VII. — *De la compétence spéciale d'amende*

Art. 35

L'article 22 de la loi du 11 janvier 1993 relative à l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, telle que modifiée par la loi du 12 janvier 2004, attribue la compétence d'infliger des amendes administratives en cas de non-respect des articles 4 à 19 de la loi précitée, notamment aux autorités disciplinaires compétentes. En l'espèce, la Commission de discipline et la Commission d'appel sont compétentes.

Toute décision rendue en la matière par la Commission de discipline ou la Commission d'appel comportant une sanction disciplinaire coulée en force de chose jugée est communiquée par le Conseil à la Cellule de Traitement des Informations financières.

CHAPITRE VIII. — *Informations des tiers*

Le chapitre huit (article 36) traite de la communication d'informations aux tiers.

Art. 36

Lorsque le Conseil a reçu une plainte concernant un réviseur d'entreprises et qu'il estime qu'il n'y a pas lieu d'un renvoi disciplinaire, il en fait part à la Chambre de renvoi et de mise en état. Lorsque cette dernière confirme la décision de non-renvoi, le Conseil communique cette décision et sa motivation au plaignant dans le mois de la confirmation par la Chambre de renvoi et de mise en état (article 36, § 1^{er}).

Si cette décision s'accompagne d'un rappel à l'ordre, la décision et le rappel à l'ordre ne sont communiqués au plaignant qu'au moment où le rappel à l'ordre est devenu définitif.

Lorsque la Chambre de renvoi et de mise en état, la Commission de discipline ou la Commission d'appel ont été saisies de faits qui ont fait l'objet d'une plainte, le Conseil communique au plaignant qui en fait la demande, le dispositif de la décision définitive coulée en force de chose jugée résultant de la saisine. Dans ce cas, il informe également le plaignant que seul le Procureur général peut autoriser l'accès à une copie intégrale ou partielle de la motivation de la décision. Le Procureur général examine toute demande d'accès en prenant en compte les impératifs résultant du secret professionnel du réviseur d'entreprises (article 36, § 2).

Lorsqu'une plainte est en cours d'examen, ou, lorsqu'à la suite d'une plainte, les instances disciplinaires ont été saisies et qu'aucune décision définitive coulée en force de chose jugée n'est encore intervenue, le Conseil informe le plaignant, sur demande de celui-ci, qu'aucune décision définitive n'a encore été prise au sujet de la plainte (article 36 § 3).

Le Conseil transmet au réviseur d'entreprises concerné une copie de chacune des communications faites au plaignant en vertu de l'article 36, § 4.

Art. 33

Overeenkomstig artikel 33, brengt de definitief geworden schrapping om tuchtrechtelijke redenen van rechtswege het verlies van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor met zich mee. De geschrapte bedrijfsrevisor kan slechts om zijn wedertoelating verzoeken na een termijn van tien jaar en nadat hij, in het geval van een natuurlijke persoon, geslaagd is in de proef voorzien in artikel 5, 5° van de wet (cumulatieve voorwaarden).

Onverminderd de bijzondere bekendmakingsmaatregelen die volgens de Raad zouden moeten worden doorgevoerd in het algemeen belang en het belang van het beroep, wordt de definitief geworden schrapping vermeld in het jaarverslag dat wordt voorgesteld door de Raad aan de algemene vergadering van het Instituut.

Art. 34

In geval van schorsing behoudt de geschorste bedrijfsrevisor, volgens artikel 34, de hoedanigheid van bedrijfsrevisor, maar oefent, overeenkomstig de wet, geen enkele beroepsactiviteit meer uit.

Onverminderd de bijzondere bekendmakingsmaatregelen die volgens de Raad zouden moeten worden doorgevoerd in het belang van het beroep, wordt zijn hoedanigheid van bedrijfsrevisor niet aan derden meegedeeld tijdens de duur van de schorsing.

HOOFDSTUK VII. — *Bijzondere bevoegdheid inzake geldboete*

Art. 35

Artikel 22 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en financiering van terrorisme, zoals laatst gewijzigd door de wet van 12 januari 2004, verleent, met name aan de bevoegde tuchtinstancies, de bevoegdheid administratieve geldboetes op te leggen bij niet-naleving van de artikelen 4 tot 19 van voormelde wet. In casu zijn de Tuchtcommissie en de Commissie van Beroep bevoegd.

Iedere uitgesproken beslissing van de Tuchtcommissie of de Commissie van Beroep in deze materie die een tuchtsanctie inhoudt die in kracht van gewijsde is gegaan, wordt door de Raad aan de Cel voor Financiële Informatieverwerking meegedeeld.

HOOFDSTUK VIII. — *Informatie aan derden*

Hoofdstuk acht (artikel 36) behandelt de informatieverstrekking aan derden.

Art. 36

Wanneer de Raad een klacht ontvangen heeft betreffende een bedrijfsrevisor en hij meent dat een tuchtverwijzing niet aangewezen is, zal hijdit mededelen aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling. Als deze laatste de beslissing tot niet-verwijzing bevestigt, deelt de Raad deze beslissing en zijn motivering, binnen de maand na de vestiging door de Kamer van verwijzing en instaatstelling, mee aan de klachtindiener (artikel 36, § 1).

Indien deze beslissing gepaard gaat met een terechtwijzing, worden de beslissing en de terechtwijzing slechts aan de klachtindiener meegedeeld op het moment waarop de terechtwijzing definitief is geworden.

Wanneer de Kamer van verwijzing en instaatstelling, de Tuchtcommissie of de Commissie van Beroep worden geadieerd in verband met feiten die het voorwerp van een klacht uitmaken, deelt de Raad aan de klachtindiener die erom verzoekt het dispositief van de in kracht van gewijsde gegane beslissing mee die voortvloeit uit de aanhangigmaking. Hij informeert eveneens de klachtindiener dat alleen de Procureur-generaal de toegang tot een volledige of gedeeltelijke kopie van de beslissing kan verlenen. De Procureur-generaal onderzoekt ieder verzoek tot toegang, rekening houdend met de voorschriften die voortvloeien uit het beroepsgeheim van de bedrijfsrevisor (artikel 36, § 2).

Wanneer een klacht wordt onderzocht, of wanneer naar aanleiding van een klacht de tuchtinstancies werden gevat en er nog geen enkele in kracht van gewijsde gegane beslissing is tussengekomen, informeert de Raad de klachtindiener, op zijn verzoek, dat er nog geen enkele definitieve beslissing is genomen inzake de klacht (artikel 36, § 3).

De Raad maakt een kopie over aan de betrokken bedrijfsrevisor van iedere mededeling die aan de klachtindiener werd gedaan op grond van artikel 36, § 4.

CHAPITRE IX. — *Discipline des stagiaires*

L'avant-dernier chapitre neuf (article 37) traite de la discipline des stagiaires.

Art. 37

La Commission du stage, son président et son président suppléant remplissent les fonctions qui sont dévolues respectivement à la Commission de discipline, à son président et à son président suppléant.

La Chambre de renvoi et de mise en état n'intervient pas en matière de procédures disciplinaires concernant les stagiaires conformément à l'article 46, § 3 de la loi.

L'instruction des dossiers est confiée par le Conseil à un ou plusieurs rapporteurs qui ont la qualité de réviseur d'entreprises ou de réviseur d'entreprises honoraire, et qui ne sont pas membres de la Commission du stage.

Toutes les sanctions encourues par un stagiaire sont automatiquement effacées le jour de sa prestation de serment comme réviseur d'entreprises, à l'exception des peines de suspension de trois mois au moins, qui ne sont effacées que cinq ans après la prestation de serment.

La radiation d'un stagiaire entraîne la perte du bénéfice de toutes les épreuves déjà subies, y compris l'examen d'admission, et l'interdiction de présenter à nouveau celui-ci avant un terme de dix années.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Le dernier chapitre (articles 38 à 41) contient les dispositions finales.

Art. 38

L'article 38 détermine l'entrée en vigueur.

Art. 39

Le présent arrêté s'applique aux procédures en cours lors de son entrée en vigueur. Les dispositions du présent arrêté royal ne peuvent toutefois pas être invoquées pour remettre en cause la validité d'actes posés antérieurement à son entrée en vigueur.

Nonobstant l'alinéa précédent, les obligations de communication fixées par l'article 41 de la loi (communication des procédures judiciaires ou des sanctions disciplinaires à l'Institut) ne s'appliquent qu'aux décisions prises après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour la première année, la contribution due par l'Institut en vertu de l'article 17 est fixée à 260.000 EUR, et couvre la période qui s'étend entre le 27 avril 2007 et le 31 décembre 2007. L'éventuel surplus est reporté sur l'exercice 2008.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux,
et le très fidèle serviteur.
Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

Avis 42.829/1
de la section de législation
du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, le 16 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal « organisant la surveillance et le contrôle de qualité et portant règlement de discipline des réviseurs d'entreprises », a donné le 19 avril 2007 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée par le fait que

« de Kamer van verwijzing en instaatstelling wordt opgericht door de wet van 22 juli 1953, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van ... april 2007 tot omzetting van bepalingen van de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei

HOOFDSTUK IX. — *Tucht van de stagiairs*

Het voorlaatste hoofdstuk negen (artikel 37) betreft de tucht van de stagiairs.

Art. 37

De Stagecommissie, haar voorzitter en haar plaatsvervangende voorzitter vervullen de functies die zijn voorbehouden respectievelijk aan de Tuchtcommissie, haar voorzitter en haar plaatsvervangende voorzitter.

De Kamer van verwijzing en instaatstelling komt overeenkomstig het artikel 46, § 3 van de wet niet tussen in het kader van tuchtprocedures inzake stagiairs.

Het onderzoek van de dossiers wordt door de Raad toevertrouwd aan één of meerdere verslaggevers die de hoedanigheid hebben van bedrijfsrevisor of van erebedrijfsrevisor en die geen lid zijn van de Stagecommissie.

Alle door een stagiair opgelopen sancties worden automatisch uitgewist op de dag van zijn eedaflegging als bedrijfsrevisor, met uitzondering van schorsingen van ten minste drie maanden die slechts na vijf jaar na de eedaflegging worden uitgewist.

De schrapping van een stagiair brengt het verlies van het positief resultaat van alle reeds ondergane proeven, hierin begrepen het toegangsexamen, met zich mee, alsook het verbod om zich opnieuw aan te bieden tijdens een termijn van tien jaar.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

Het laatste hoofdstuk (artikelen 38 tot 41) bevat de slotbepalingen.

Art. 38

Artikel 38 bepaalt de inwerkingtreding.

Art. 39

Onderhavig besluit is van toepassing op de procedures die hangende zijn bij zijn inwerkingtreding. De bepalingen van onderhavig besluit kunnen evenwel niet worden ingeroepen om de geldigheid van de handelingen die voorafgaandelijk aan zijn inwerkingtreding werden gesteld opnieuw ter discussie te stellen.

Niettegenstaande het vorig lid zijn de mededelingsverplichtingen zoals vastgelegd door artikel 41 van de wet (mededeling van gerechtelijke procedures of tuchtsancties aan het Instituut) slechts van toepassing op de beslissingen die genomen zijn na de inwerkingtreding van dit besluit.

Voor het eerste jaar, wordt de door het Instituut krachtens artikel 17 verschuldigde bijdrage vastgesteld op 260.000 EUR, en strekt zich uit over de periode van 27 april 2007 tot 31 december 2007. Het eventuele overschot wordt overgedragen naar boekjaar 2008.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
, en zeer getrouwe dienaar.
De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

Advies 42.829/1
van de afdeling wetgeving
van de Raad van State

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 16 april 2007 door de Minister van Economie verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot organisatie van het toezicht en de kwaliteitscontrole en houdende het tuchtrecht voor de bedrijfsrevisoren », heeft op 19 april 2007 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat

« de Kamer van verwijzing en instaatstelling wordt opgericht door de wet van 22 juli 1953, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van ... april 2007 tot omzetting van bepalingen van de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006

2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad (hierna het koninklijk besluit van ... april 2007 genoemd).

Overwegende dat de wetgever door de artikelen 102 en 103 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen, de Koning gemachtigd heeft om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de Richtlijn 2006/43/EG zo snel mogelijk om te zetten. Dat het koninklijk besluit van... april 2007 daartoe uiterlijk op 31 augustus 2007 in werking treedt.

Gelet op de nakende ontbinding van de Kamers en het feit dat de Regering zich vanaf dan beperkt tot de voorzichtige zaken.

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is dat zo snel mogelijk de noodzakelijke maatregelen worden genomen opdat de Kamer voor Verwijzing en Instaatstelling kan samengesteld worden. Dat het tevens noodzakelijk is dat dit nieuw orgaan van publiek toezicht met eigen rechtspersoonlijkheid tijdig kan geïnstalleerd worden opdat het alle noodzakelijke maatregelen kan nemen met het oog op zijn operationeleiteit, waaronder de inrichting van lokalen, het aanwerven van een secretariaat en het opstellen van een huishoudelijk reglement.

Overwegende dat het tevens noodzakelijk is dringend over te gaan tot de tijdige vastlegging en bekendmaking van de diverse aspecten van de tuchtprocedure.

Overwegende dat het tenslotte noodzakelijk is om tot spoedige bekendmaking van dit besluit over te gaan om het Instituut voor Bedrijfsrevisoren de noodzakelijke voorbereidende maatregelen te laten nemen met betrekking tot de organisatie van de onderzoeken inzake tucht en kwaliteitscontrole alvorens de nieuwe regeling in werking treedt ».

Le Conseil d'Etat, section de législation, estime devoir souligner que l'adéquation de la motivation précitée pourra être contrôlée a posteriori, tant par le Conseil d'Etat, section d'administration, que par les cours et tribunaux.

En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites.

Eu égard aux nombreuses demandes d'avis dont elle a été saisie, la section de législation n'a pas pu procéder, dans le délai imparti, à un examen systématique et approfondi du projet. Dès lors, la circonstance qu'une disposition ne fasse l'objet d'aucune observation dans le présent avis ne peut nullement signifier qu'il n'y a rien à en dire et, si toutefois une observation est formulée, cela n'implique pas qu'elle soit exhaustive.

PORTEE DU PROJET

Les articles 102 et 103 de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses habilite le Roi à mettre la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises en conformité avec la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil (la « directive audit »).

Le Roi a fait usage du pouvoir qui Lui a ainsi été attribué dans un projet d'arrêté royal sur lequel le Conseil d'Etat, section de législation, a émis, le 15 mars 2007, l'avis 42.226/1 (1).

Le projet soumis pour avis entend pourvoir à l'exécution d'un certain nombre de dispositions de la loi du 22 juillet 1953 qui sont modifiées par l'arrêté royal dont le projet fait l'objet de l'avis 42.226/1. Il s'agit notamment des dispositions concernant la surveillance, le contrôle de qualité et le règlement disciplinaire.

En outre, il transpose en droit interne certaines dispositions de la directive 2006/43/CE précitée.

Dès lors, l'examen ci-après portera essentiellement sur la conformité du régime en projet avec, d'une part, la directive concernée et, d'autre part, la loi du 22 juillet 1953, telle qu'elle est modifiée par le projet 42.226/1 précité.

betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad (hierna het koninklijk besluit van ... april 2007 genoemd).

Overwegende dat de wetgever door de artikelen 102 en 103 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen, de Koning gemachtigd heeft om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de Richtlijn 2006/43/EG zo snel mogelijk om te zetten. Dat het koninklijk besluit van... april 2007 daartoe uiterlijk op 31 augustus 2007 in werking treedt.

Gelet op de nakende ontbinding van de Kamers en het feit dat de Regering zich vanaf dan beperkt tot de voorzichtige zaken.

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is dat zo snel mogelijk de noodzakelijke maatregelen worden genomen opdat de Kamer voor Verwijzing en Instaatstelling kan samengesteld worden. Dat het tevens noodzakelijk is dat dit nieuw orgaan van publiek toezicht met eigen rechtspersoonlijkheid tijdig kan geïnstalleerd worden opdat het alle noodzakelijke maatregelen kan nemen met het oog op zijn operationeleiteit, waaronder de inrichting van lokalen, het aanwerven van een secretariaat en het opstellen van een huishoudelijk reglement.

Overwegende dat het tevens noodzakelijk is dringend over te gaan tot de tijdige vastlegging en bekendmaking van de diverse aspecten van de tuchtprocedure.

Overwegende dat het tenslotte noodzakelijk is om tot spoedige bekendmaking van dit besluit over te gaan om het Instituut voor Bedrijfsrevisoren de noodzakelijke voorbereidende maatregelen te laten nemen met betrekking tot de organisatie van de onderzoeken inzake tucht en kwaliteitscontrole alvorens de nieuwe regeling in werking treedt ».

De Raad van State, afdeling wetgeving, acht het nuttig om er in verband met de aangehaalde motivering op te wijzen dat deze naderhand op haar deugdelijkheid zal kunnen worden getoetst door zowel de Raad van State, afdeling administratie, als de hoven en de rechtbanken.

Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Het was, binnen het gegeven tijdsbestek en gelet op de intense bevraging van de afdeling wetgeving, voor deze niet mogelijk om een systematisch en doorgedreven onderzoek aan het ontwerp te wijden. Uit de vaststelling dat over een bepaling in dit advies niets wordt gezegd, mag bijgevolg niet zonder meer worden afgeleid dat er niets over gezegd kan worden en, indien er wel iets wordt gezegd, dat er niets meer over te zeggen valt.

STREKKING VAN HET ONTWERP

De artikelen 102 en 103 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen verlenen aan de Koning de bevoegdheid om de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren in overeenstemming te brengen met richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad (de zogeheten « Auditrichtlijn »).

De Koning heeft van de Hem aldus verleende bevoegdheid gebruik gemaakt in een ontwerp van koninklijk besluit waarover de Raad van State, afdeling wetgeving, op 15 maart 2007 advies 42.226/1 uitgebracht (1).

Het om advies voorgelegde ontwerp strekt ertoe uitvoering te geven aan een aantal bepalingen van de wet van 22 juli 1953, die worden gewijzigd bij het koninklijk besluit dat, in ontwerpvorm, het voorwerp is van advies 42.226/1. Het betreft meer in het bijzonder bepalingen inzake het toezicht, de kwaliteitscontrole en het tuchtreglement.

Daarnaast worden sommige bepalingen van de zo-even genoemde richtlijn 2006/43/EG in het interne recht omgezet.

Het hierna volgende onderzoek zal derhalve worden toegespitst op, eensdeels, de overeenstemming van de ontworpen regeling met de betrokken richtlijn en, anderdeels, de overeenstemming van de ontworpen regeling met de wet van 22 juli 1953, zoals die wordt gewijzigd bij het meermaals genoemde ontwerp 42.226/1.

EXAMEN DU TEXTE

I. Conformité avec la directive 2006/43/CE

1. Les articles 8 à 14 du projet concernent le contrôle de qualité et doivent être conformes à l'article 29, paragraphe 1^{er}, de la directive 2006/43/CE, qui pose un certain nombre d'exigences au système d'assurance qualité.

L'article 29, paragraphe 1^{er}, a), de la directive, dispose :

« le système d'assurance qualité est organisé de telle sorte qu'il soit indépendant des contrôleurs légaux des comptes et des cabinets d'audit qui en relèvent et qu'il fasse l'objet d'une supervision publique telle que prévue au chapitre VIII (de la directive); ».

L'arrêté en projet attribue un rôle essentiel dans le système à la Commission de contrôle de qualité qui est exclusivement composée de professionnels (article 8, § 2, du projet) et qui, entre autres, supervise le déroulement des contrôles de qualité et examine les résultats de ceux-ci (article 9, § 2, 5^o, du projet). A première vue, le régime en projet paraît dès lors différer sur ce point de la prescription précitée de l'article 29, paragraphe 1^{er}, a), de la directive. Bien conscients du problème, les auteurs du projet ont inscrit dans cette optique, à l'article 13, § 2, du projet, une obligation d'abstention pour les membres concernés de la Commission de contrôle de qualité. Il y aurait lieu que le texte du projet précise à cet égard que les membres concernés sont remplacés par un suppléant pour l'examen des affaires visées.

En outre, il est à noter que la Commission de contrôle de qualité est créée « au sein » de l'Institut des réviseurs d'entreprises (article 8, § 1^{er}, du projet) et que, pour cette commission, il n'est pas prévu de financement distinct de celui de l'Institut. La question se pose dès lors de savoir si, sur ce point, le régime en projet est conforme à la directive qui requiert que le financement du système d'assurance qualité soit sûr et exempt de toute influence induite de la part des contrôleurs légaux des comptes et des cabinets d'audit (article 29, paragraphe 1^{er}, b), de la directive) et que le système d'assurance qualité dispose de ressources adéquates (article 29, paragraphe 1^{er}, c), de la directive).

2. L'article 30, paragraphe 3, de la directive, dispose :

« Les Etats membres prévoient que les mesures prises et les sanctions appliquées à un contrôleur légal des comptes ou à un cabinet d'audit soient dûment rendues publiques. Les sanctions doivent comprendre la possibilité de retirer l'agrément. »

L'article 28 du projet dispose que les décisions des Commissions de discipline et d'appel sont prononcées en audience publique. Force est de se demander si le prononcé public des décisions concernées suffit pour satisfaire à l'exigence de publicité inscrite à l'article 30, paragraphe 3, de la directive.

II. Conformité avec la loi du 22 juillet 1953

1. Les articles 3 à 7 du projet soulèvent des questions quant au rôle que la Commission de surveillance peut jouer dans l'instruction, qui peut être effectuée, le cas échéant, à la propre initiative de la Commission (article 4, § 1^{er}, du projet). Si, conformément à l'article 4, § 1^{er}, du projet, l'instruction a lieu « au nom et pour le compte du Conseil », il n'en demeure pas moins que le régime en projet ne se concilie pas sur ce point avec l'article 52 de la loi du 22 juillet 1953, tel qu'il sera modifié et aux termes duquel c'est le Conseil qui est compétent pour l'instruction, sans préjudice des compétences de la Chambre de renvoi et de mise en état.

2. L'article 38 du projet dispose :

« Pour ce qui n'est pas réglé dans la loi ou dans ses arrêtés d'exécution, le Code judiciaire, à l'exception du titre V du livre Ier de la deuxième partie, mais en ce compris son article 50, alinéa 2, est applicable. »

Il n'appartient pas au Roi de compléter la loi, de sorte qu'il ne peut pas rendre le Code judiciaire applicable à ce qui n'est pas réglé par la loi.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

I. Overeenstemming met richtlijn 2006/43/EG

1. De artikelen 8 tot 14 van het ontwerp hebben betrekking op de kwaliteitscontrole en dienen in overeenstemming te zijn met het bepaalde in artikel 29, lid 1, van richtlijn 2006/43/EG, waarin een aantal vereisten van het kwaliteitsborgingsstelsel worden vermeld.

Artikel 29, lid 1, a), van de richtlijn luidt :

« het kwaliteitsborgingsstelsel is op zodanige wijze opgezet dat het onafhankelijk is van de wettelijke auditors en auditkantoren die in het kader ervan worden beoordeeld, en dat het onderworpen is aan publiek toezicht als bedoeld in hoofdstuk VIII (van de richtlijn); ».

In het ontworpen besluit wordt een centrale rol in het stelsel toebedeeld aan de Commissie Kwaliteitscontrole die uitsluitend uit beroepsbeoefenaars is samengesteld (artikel 8, § 2, van het ontwerp) en die, onder meer, het verloop van de kwaliteitscontroles superviseert en de resultaten ervan onderzoekt (artikel 9, § 2, 5^o, van het ontwerp). Op het eerste gezicht lijkt de ontworpen regeling derhalve op dat punt op gespannen voet te staan met het aangehaalde vereiste van artikel 29, lid 1, a), van de richtlijn. De stellers van het ontwerp zijn zich daarvan bewust en hebben daartoe in artikel 13, § 2, van het ontwerp een onthoudingsplicht ingeschreven ten aanzien van de desbetreffende leden van de Commissie Kwaliteitscontrole. In dat verband zou in de tekst van het ontwerp moeten worden geëxpliciteerd dat de betrokken leden voor de behandeling van de desbetreffende zaken worden vervangen door een plaatsvervanger.

Voorts moet worden opgemerkt dat de Commissie Kwaliteitscontrole wordt opgericht « in de schoot » van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren (artikel 8, § 1, van het ontwerp) en dat met betrekking tot de voornoemde commissie niet in een van dat Instituut onderscheiden financiering is voorzien. Vraag is derhalve of de ontworpen regeling op dat punt in overeenstemming is met de richtlijn, waar deze vereist dat de financiering van het kwaliteitsborgingsstelsel afdoende is verzekerd en gevrijwaard tegen enigerlei ongewenste beïnvloeding door wettelijke auditors en auditkantoren (artikel 29, lid 1, b), van de richtlijn), en dat aan het kwaliteitsborgingsstelsel voldoende middelen zijn toegevoegd (artikel 29, lid 1, c), van de richtlijn).

2. Artikel 30, lid 3, van de richtlijn luidt :

« De lidstaten bepalen dat genomen maatregelen en sancties die aan wettelijke auditors en auditkantoren zijn opgelegd, op passende wijze openbaar worden gemaakt. De sancties omvatten ook de mogelijkheid de toelating in te trekken. »

In artikel 28 van het ontwerp wordt bepaald dat de beslissingen van de Tuchtcommissie en de Commissie van Beroep in het openbaar worden uitgesproken. Het is zeer de vraag of de openbare uitspraak van de betrokken beslissingen volstaat om tegemoet te komen aan het vereiste van openbaarheid dat is vervat in artikel 30, lid 3, van de richtlijn.

II. Overeenstemming met de wet van 22 juli 1953

1. De artikelen 3 tot 7 van het ontwerp doen vragen rijzen omtrent de rol die de Commissie van Toezicht in het vooronderzoek kan spelen en waaraan in voorkomend geval een eigen initiatief van de Commissie ten grondslag kan liggen (artikel 4, § 1, van het ontwerp). Het onderzoek gebeurt, overeenkomstig artikel 4, § 1, van het ontwerp weliswaar « in naam en voor rekening van de Raad », maar niettemin blijft de vaststelling dat de ontworpen regeling op dat punt niet in overeenstemming is met artikel 52 van de wet van 22 juli 1953, zoals die bepaling zal worden gewijzigd, en naar luid waarvan het de Raad is die voor het vooronderzoek bevoegd is, onverminderd de bevoegdheden van de Kamer van verwijzing en instaatstelling.

2. Artikel 38 van het ontwerp bepaalt :

« Voor hetgeen niet in de wet of in haar uitvoeringsbesluiten is geregeld, is het Gerechtelijk Wetboek, met uitzondering van titel V van boek I van het tweede deel, maar met inbegrip van artikel 50, tweede lid van toepassing. »

Het staat niet aan de Koning om de wet aan te vullen, zodat Hij het Gerechtelijk Wetboek niet van toepassing kan maken voor hetgeen niet in de wet is geregeld.

En revanche, la loi habilite le Roi à fixer des règles de procédure, si bien que, dans le cadre strict de la procédure, Il peut déclarer d'application des règles spécifiques du Code judiciaire, mais Il ne peut se limiter, dans l'intérêt de la sécurité juridique, à faire référence d'une manière générale au Code judiciaire.

La chambre était composée de

MM. :

M. Van Damme, président de chambre,
J. Baert, W. Van Vaerenbergh, conseillers d'Etat,
A. Spruyt, M. Tison, assesseurs de la section de législation,
Madame M. Verschraeghen, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. M. Van Damme.

Le greffier,
M. Verschraeghen.

Le président,
M. Van Damme.

Notes

(1) Avis 42.226/1 du 15 mars 2007 sur un projet d'arrêté royal « pris en exécution de l'article 102 de la loi du 20 juillet 2006 et portant transposition de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil ».

Op basis van de wet is de Koning evenwel bevoegd om procedure-regels te bepalen, zodat Hij strikt binnen dat procedureel kader specifieke regels van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing kan verklaren, doch Hij kan er zich om redenen van rechtszekerheid niet toe beperken om op algemene wijze naar het Gerechtelijk Wetboek te verwijzen.

De kamer was samengesteld uit
de Heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter,
J. Baert, W. Van Vaerenbergh, staatsraden,
A. Spruyt, M. Tison, assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw M. Verschraeghen, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. Depuydt, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De griffier,
M. Verschraeghen.

De voorzitter,
M. Van Damme.

Nota's

(1) Advies 42.226/1 van 15 maart 2007 over een ontwerp van koninklijk besluit « genomen in uitvoering van artikel 102 van de wet van 20 juli 2006 en houdende omzetting van de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad ».

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 3173 (2007 — 2167) [C — 2007/11362]

**30 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif à l'agrément
des réviseurs d'entreprises et au registre public. — Erratum**

Au *Moniteur belge* du 30 mai 2007, deuxième édition, acte n° 2007/11265, page 29103, il faut ajouter l'"AVIS 42.880/1 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT" ci-après entre le "RAPPORT AU ROI" et l'arrêté.

**AVIS 42.880/1 DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT**

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, le 20 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprise et au registre public", a donné le 24 avril 2007 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée par la circonstance :

« dat de wetgever door de artikelen 102 en 103 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen, de Koning gemachtigd heeft om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad zo snel mogelijk om te zetten.

Dat het koninklijk besluit van ... april 2007 daartoe uiterlijk op 31 augustus 2007 in werking treedt.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 3173 (2007 — 2167) [C — 2007/11362]

**30 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de erkenning
van bedrijfsrevisoren en het openbaar register. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 30 mei 2007, tweede uitgave, akte nr. 2007/11265, bl. 29103, moet het hierna «ADVIES 42.880/1 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE» bijgevoegd worden tussen het «VERSLAG AAN DE KONING» en het besluit.

**ADVIES 42.880/1 VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE**

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 20 april 2007, door de Minister van Economie verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren en het openbaar register", heeft op 24 april 2007 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling : gemotiveerd door de omstandigheid "dat de wetgever door de artikelen 102 en 103 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen, de Koning gemachtigd heeft om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad zo snel mogelijk om te zetten.

Dat het koninklijk besluit van ... april 2007 daartoe uiterlijk op 31 augustus 2007 in werking treedt.